



MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les Budgets primitifs 2019 des régions

Collection

Statistiques et finances locales (tableaux)

Direction générale des collectivités locales

Les tableaux «**Les budgets primitifs 2019 des régions**»
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par Pascal SIMON

Septembre 2019

Directeur de la publication : **Stanislas BOURRON**

SOMMAIRE

Méthodologie.....	5
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31

Méthodologie

1 Généralités

1.1 Outre les résultats de l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent ceux de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

1.2 Le plan comptable utilisé par les régions est en majeure partie en nomenclature M71. D'autres régions et l'ensemble des collectivités à statut particulier utilisent le plan comptable en nomenclature M57. La plupart des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

1.3 Les montants correspondent à des **opérations réelles**, à l'exception des ratios financiers 1, 4, 9 et 10 (tableau T13), pour lesquels le calcul tient compte de montants d'opérations d'ordre budgétaires inscrites au compte 72 (voir 7).

2 Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir 4.2).

2.1 Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales à la somme des charges de personnel, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention, des charges financières et des autres charges de fonctionnement.

2.1.1 Les charges de personnel (tableau T03.1) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 012 (charges de personnel et frais assimilés), duquel on déduit le montant (recettes) du chapitre budgétaire 013 (atténuation de charges).

2.1.2 Les achats et charges externes (tableau T03.1) sont égaux au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 011 (charges à caractère général).

2.1.3 Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 65 (autres charges d'activité).

2.1.4 Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 66 (charges financières). Au sein des charges financières, le débit net¹ du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

2.1.5 Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 6586 (frais de fonctionnement des groupes d'élus) et 67 (charges exceptionnelles).

*Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.*

2.2 Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir 4.2).

2.2.1 Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 21 (immobilisations corporelles) et 23 (immobilisations en cours), de laquelle on déduit le montant (recettes) du compte 238.

2.2.2 Les subventions d'équipement sont égales au montant (dépenses) du chapitre budgétaire 204 (subventions d'équipement versées).

¹ L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

2.2.3 Les autres dépenses d'investissement sont égales à la somme des montants (dépenses) des chapitres budgétaires 13 (subventions d'investissement), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières) et 45 (opérations pour compte de tiers), à laquelle on ajoute le montant (dépenses) du compte 102.

- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir 4.1).

3.1 Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes, des dotations et participations, et des autres recettes de fonctionnement.

3.1.1 Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 731 (impôts locaux), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 7391 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- les comptes 7311 et 7318 (7311 en M57) correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 (732 en M57) correspondant aux reversements de fiscalité (voir 5).
- les comptes 7391 (7391 et 7392 en M57) correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir 5).

A compter de l'exercice 2018, le chapitre budgétaire 731 en nomenclature M57 n'a plus exactement la même signification qu'en nomenclature M52. Un retraitement (transfert de comptes entre les chapitres budgétaires 731 et 73) permet de calculer les impôts locaux des collectivités utilisant la nomenclature M57.

3.1.2 Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 73 (impôts et taxes), duquel on déduit le montant (dépenses) des comptes 739 (hors 7391) figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuation de produits). Ils comprennent notamment :

- le compte 732 (731421 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 7344 (73153 en M57) correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)
- le compte 7383 (731422 en M57) correspondant à la 2ème part de la TICPE
- le compte 73822 (731772 en M57) correspondant à la TICPE "Ressource régionale de l'apprentissage"
- le compte 73842 (731774 en M57) correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage"
- le compte 7385 (731775 en M57) correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis"

NB : La Corse, les collectivités territoriales uniques et régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites au compte 734 de la nomenclature M57 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.).

La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets¹ des comptes 732 (731421 en M57), 73822 (731772 en M57), 7383 (731422 en M57), 73842 (731774 en M57) et 7385 (731775 en M57).

*Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).*

3.1.3 Les dotations et participations (tableau T04.2) sont égales au montant (recettes) du chapitre budgétaire 74 (dotations, subventions et participations). Elles comprennent notamment :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF). A compter de l'exercice 2018, cette recette est normalement remplacée par le versement d'une fraction du produit de la TVA (compte 733 ; voir 3.1.2).
- le compte 746 correspondant à la dotation générale de décentralisation (DGD), y compris la DGD "continuité territoriale".

3.1.4 Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), 75 (autres produits de gestion courante), 76 (produits financiers) et 77 (produits exceptionnels), à laquelle on ajoute le crédit net¹ du compte 749 figurant au chapitre budgétaire 014 (atténuations de produits).

¹ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

3.2 Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus (voir 4.1).**

3.2.1 Les dotations, subventions et fonds divers sont égaux au montant (recettes) du chapitre budgétaire 13 (subventions d'investissement), auquel on ajoute le crédit des comptes 102. Ils comprennent notamment :

- le compte 10222 correspondant au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)
- le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 1332 (133122 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
- le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)
- le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir 3.1)

3.2.2 Les autres recettes d'investissement sont égales à la somme des montants (recettes) des chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 26 (participations et créances rattachées à des participations), 27 (autres immobilisations financières), 45 (opérations pour compte de tiers) et 954 (produits de cessions d'immobilisations), à laquelle on ajoute le crédit net¹ du compte 103 et le crédit du compte 231.

4 Les emprunts et la dette

4.1 Le produit des emprunts est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir 4.4). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir 3).

4.2 Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir 4.4). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir 2).

***L'annuité de la dette** (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir 2.1.4).*

4.3 La dette est égale au capital restant dû au 1er janvier de l'année de l'exercice.

4.4 Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

$GAD = \text{minimum}(\text{crédit du compte 16449}, \text{débit du compte 16449}) + \text{minimum}(\text{crédit du compte 166}, \text{débit du compte 166})$

5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFER et le DCRTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

¹ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits)

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (739221 en M57) et les versements correspondant au compte 73121 (73221 en M57) pour le FNGIR.
- les prélèvements correspondant au compte 73914 (739222 en M57) et les versements correspondant au compte 73122 (73222 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

6 Ventilation des dépenses par fonction

Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.

6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, le STIF - syndicat des transports d'Île-de-France - organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF, à RFF et d'autres organismes de transports.

6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniciens, ouvriers et de service - TOS).

6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Conformément aux définitions retenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, les ratios 1, 4, 9 et 10 prennent en compte les travaux en régie (compte 72), et les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45).

Les budgets primitifs 2019 des régions

Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
T01	10	Les dépenses des régions
T02	11	Les recettes des régions
T03.1	12	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
T03.2	13	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
T04.1	14	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
T04.2	15	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
T05	16	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
T06	17	Ventilation des recettes d'investissement par nature
T07	18	Les prélèvements et reversements de fiscalité
T08	19	Synthèse des recettes fiscales
T09	20	Emprunts et endettement
T10.1	21	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
T10.2	22	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
T11.1	23	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
T11.2	24	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
T12.1	25	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
T12.2	26	Les dépenses pour les lycées
T12.3	27	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
T13	28	Les ratios financiers
T14	29	Données démographiques
T15	30	Données géographiques
T16	31	Données économiques et sociales

T01 - Les dépenses des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 471,9	428	2,4%	2 353,8	290	68	-0,5%	1 118,1	138	8,9%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 534,3	529	6,1%	1 043,4	360	68	0,3%	490,9	169	20,9%
53 Bretagne	1 466,0	431	0,1%	950,3	279	65	0,4%	515,8	152	-0,4%
24 Centre-Val de Loire	1 373,7	519	2,7%	995,0	376	72	6,8%	378,7	143	-6,8%
44 Grand Est	2 920,5	515	13,2%	1 974,4	348	68	2,6%	946,1	167	44,1%
32 Hauts-de-France	3 263,6	534	4,9%	2 330,2	381	71	1,7%	933,5	153	13,8%
11 Ile-de-France	4 637,4	378	0,9%	2 727,4	222	59	0,5%	1 910,0	156	1,5%
28 Normandie	1 916,3	560	12,7%	1 153,6	337	60	-1,3%	762,7	223	43,7%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 980,2	489	2,0%	2 063,1	339	69	1,5%	917,1	151	2,9%
76 Occitanie	3 432,2	577	2,6%	2 195,4	369	64	1,0%	1 236,8	208	5,7%
52 Pays de la Loire	1 702,8	444	3,5%	1 085,4	283	64	3,6%	617,3	161	3,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 080,1	408	-6,0%	1 532,6	300	74	-2,4%	547,4	107	-15,0%
01 Guadeloupe	458,2	1145	19,5%	233,5	583	51	5,1%	224,7	561	39,2%
04 La Réunion	1 014,1	1175	1,3%	485,5	563	48	7,1%	528,7	613	-3,6%
F ^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	26 141,7	491	3,9%	17 677,1	332	68	1,1%	8 464,5	159	10,4%
France métropolitaine hors Corse	30 779,1	470	3,4%	20 404,6	312	66	1,0%	10 374,5	158	8,7%
Outre-mer hors 02 et 03	1 472,3	1166	6,3%	718,9	569	49	6,5%	753,4	596	6,2%
Total	32 251,4	483	3,6%	21 123,5	316	65	1,2%	11 127,9	167	8,5%
94 Corse	1 220,3	3632	1,0%	900,4	2680	74	1,4%	319,9	952	0,0%
02 Martinique	1 052,8	2754	0,4%	863,2	2258	82	0,0%	189,6	496	2,4%
03 Guyane	456,3	1679	-25,7%	375,1	1380	82	-27,0%	81,3	299	-19,0%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

T02 - Les recettes des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 210,1	396	1,5%	2 956,4	365	92	2,1%	253,8	31	-5,1%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 361,3	469	3,3%	1 223,1	422	90	1,7%	138,2	48	20,7%
53 Bretagne	1 286,3	378	0,5%	1 188,4	349	92	0,9%	97,9	29	-4,5%
24 Centre-Val de Loire	1 330,6	503	5,8%	1 201,6	454	90	6,0%	129,0	49	3,6%
44 Grand Est	2 716,9	479	12,1%	2 358,1	416	87	5,6%	358,8	63	88,9%
32 Hauts-de-France	3 019,3	494	3,8%	2 649,6	434	88	1,8%	369,8	61	20,3%
11 Ile-de-France	4 276,3	349	-0,9%	3 609,4	294	84	3,5%	667,0	54	-19,6%
28 Normandie	1 696,8	496	6,9%	1 381,3	404	81	-0,3%	315,5	92	56,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 586,3	424	4,6%	2 430,9	399	94	5,3%	155,4	25	-5,0%
76 Occitanie	3 008,9	506	4,5%	2 583,1	435	86	2,2%	425,9	72	20,9%
52 Pays de la Loire	1 593,0	415	5,3%	1 339,5	349	84	5,3%	253,5	66	5,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 985,4	389	-4,8%	1 872,6	367	94	0,2%	112,8	22	-47,8%
01 Guadeloupe	429,5	1073	5,7%	293,0	732	68	2,0%	136,5	341	14,4%
04 La Réunion	831,6	964	0,7%	606,7	703	73	4,3%	224,9	261	-8,0%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	23 795,0	447	4,0%	21 184,5	398	89	2,8%	2 610,5	49	14,5%
France métropolitaine hors Corse	28 071,3	429	3,2%	24 793,8	379	88	2,9%	3 277,5	50	5,4%
Outre-mer hors 02 et 03	1 261,0	998	2,3%	899,7	712	71	3,6%	361,3	286	-0,6%
Total	29 332,4	439	3,1%	25 693,5	385	88	2,9%	3 638,8	55	4,7%
94 Corse	1 168,5	3478	3,8%	1 076,0	3202	92	4,0%	92,6	275	1,8%
02 Martinique	1 042,6	2727	1,5%	918,1	2401	88	0,3%	124,5	326	11,7%
03 Guyane	467,4	1719	-25,1%	394,7	1452	84	-25,3%	72,6	267	-24,1%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	335,5	41	14	1,4%	220,0	27	9	-12,4%
27 Bourgogne-Franche-Comté	173,3	60	17	2,6%	255,8	88	25	17,2%
53 Bretagne	170,9	50	18	1,5%	167,2	49	18	-4,7%
24 Centre-Val de Loire	134,2	51	13	3,7%	219,0	83	22	-4,9%
44 Grand Est	309,1	54	16	5,1%	441,3	78	22	-0,7%
32 Hauts-de-France	379,4	62	16	0,5%	607,2	99	26	21,3%
11 Ile-de-France	445,8	36	16	1,2%	347,4	28	13	18,5%
28 Normandie	218,2	64	19	3,0%	246,8	72	21	0,8%
75 Nouvelle-Aquitaine	358,1	59	17	-1,6%	373,9	61	18	5,5%
76 Occitanie	318,1	54	14	3,5%	366,5	62	17	13,0%
52 Pays de la Loire	161,8	42	15	2,7%	269,7	70	25	-8,1%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	266,1	52	17	-0,6%	245,1	48	16	-17,2%
01 Guadeloupe	68,6	171	29	16,0%	46,6	117	20	-6,1%
04 La Réunion	154,7	179	32	4,0%	67,9	79	14	58,8%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 824,5	53	16	1,7%	3 412,5	64	19	2,4%
France métropolitaine hors Corse	3 270,3	50	16	1,6%	3 759,9	57	18	3,7%
Outre-mer hors 02 et 03	223,3	177	31	7,4%	114,6	91	16	23,9%
Total	3 493,6	52	17	2,0%	3 874,4	58	18	4,2%
94 Corse	211,0	628	23	2,1%	82,2	245	9	0,8%
02 Martinique	210,5	551	24	0,2%	61,9	162	7	2,7%
03 Guyane	148,7	547	40	1,7%	63,4	233	17	1,2%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2018	dont intérêts de la dette	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 737,5	214	74	0,9%	57,6	7	2	-1,7%	43,4	3,2
27 Bourgogne-Franche-Comté	602,9	208	58	-5,7%	10,3	4	1	-18,6%	7,2	1,1
53 Bretagne	597,5	176	63	1,5%	13,4	4	1	0,8%	9,6	1,2
24 Centre-Val de Loire	627,2	237	63	12,8%	13,8	5	1	-5,3%	12,6	0,8
44 Grand Est	1 158,0	204	59	3,8%	61,8	11	3	-8,1%	43,1	4,2
32 Hauts-de-France	1 274,9	209	55	-4,9%	66,5	11	3	-6,8%	56,6	2,2
11 Ile-de-France	1 800,7	147	66	-2,4%	130,7	11	5	-2,3%	127,5	3,0
28 Normandie	675,9	198	59	-3,4%	10,4	3	1	-3,4%	10,3	2,2
75 Nouvelle-Aquitaine	1 278,3	210	62	2,9%	50,3	8	2	-26,9%	38,8	2,4
76 Occitanie	1 473,3	248	67	-2,3%	36,0	6	2	13,7%	35,4	1,5
52 Pays de la Loire	620,8	162	57	11,0%	32,3	8	3	-12,1%	28,8	0,9
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	915,1	179	60	0,9%	95,4	19	6	8,2%	58,0	11,0
01 Guadeloupe	106,8	267	46	11,4%	7,5	19	3	9,2%	7,0	4,0
04 La Réunion	237,1	275	49	0,9%	24,6	29	5	4,2%	21,9	1,1
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	10 961,4	206	62	0,8%	447,9	8	3	-5,5%	343,8	30,8
France métropolitaine hors Corse	12 762,1	195	63	0,3%	578,6	9	3	-4,8%	471,4	33,7
Outre-mer hors 02 et 03	343,9	272	48	3,9%	32,1	25	4	5,4%	28,8	5,1
Total	13 105,9	196	62	0,4%	610,7	9	3	-4,3%	500,2	38,8
94 Corse	582,5	1734	65	2,1%	23,2	69	3	-18,2%	22,4	1,4
02 Martinique	578,2	1512	67	0,1%	12,6	33	1	-16,4%	12,5	0,1
03 Guyane	159,7	587	43	-47,1%	3,3	12	1	1,9%	3,2	0,1

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	dont cartes grises	dont TICPE
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 093,4	135	37	-7,1%	1 665,4	205	56	15,4%	280,0	537,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	405,5	140	33	-1,5%	672,8	232	55	3,4%	114,2	223,9
53 Bretagne	381,3	112	32	1,8%	683,5	201	58	0,9%	120,0	274,2
24 Centre-Val de Loire	337,1	127	28	-1,8%	612,0	231	51	1,9%	102,7	220,9
44 Grand Est	703,5	124	30	5,1%	1 325,2	234	56	52,9%	174,0	502,8
32 Hauts-de-France	880,2	144	33	2,5%	1 387,3	227	52	49,0%	188,3	522,7
11 Ile-de-France	952,7	78	26	10,6%	2 509,3	205	70	-0,4%	332,0	1 057,2
28 Normandie	489,0	143	35	0,3%	719,0	210	52	0,9%	107,1	277,1
75 Nouvelle-Aquitaine	766,8	126	32	5,2%	1 354,5	222	56	1,5%	205,6	530,9
76 Occitanie	784,6	132	30	3,9%	1 126,5	189	44	1,4%	199,0	387,5
52 Pays de la Loire	479,2	125	36	5,7%	725,4	189	54	3,0%	139,0	259,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	610,1	120	33	2,6%	1 047,9	205	56	-0,3%	215,7	367,9
01 Guadeloupe	30,1	75	10	-10,1%	164,5	411	56	7,8%	9,8	5,8
04 La Réunion	65,7	76	11	3,5%	358,2	415	59	-3,1%	25,4	59,5
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	6 930,7	130	33	1,1%	11 319,5	213	53	12,3%	1 845,6	4 104,8
France métropolitaine hors Corse	7 883,3	120	32	2,2%	13 828,8	211	56	9,7%	2 177,6	5 162,0
Outre-mer hors 02 et 03	95,8	76	11	-1,2%	522,7	414	58	0,1%	35,2	65,3
Total	7 979,1	120	31	2,1%	14 351,5	215	56	9,3%	2 212,8	5 227,3
94 Corse	123,9	369	12	1,4%	556,9	1658	52	7,4%	11,4	42,6
02 Martinique	138,7	363	15	2,5%	498,5	1304	54	1,2%	7,2	180,6
03 Guyane	85,7	315	22	4,7%	173,4	638	44	-22,9%	4,2	6,5

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations et participations (1)					Autres (2)	
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	dont DGF (M€)	dont DGD (M€)	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	166,5	21	6	-33,4%	0,0	63,6	31,1
27 Bourgogne-Franche-Comté	137,2	47	11	7,8%	0,0	38,1	7,6
53 Bretagne	113,9	33	10	-1,5%	0,0	21,9	9,7
24 Centre-Val de Loire	245,0	93	20	42,7%	0,0	22,1	7,5
44 Grand Est	287,4	51	12	33,9%	0,0	95,9	42,0
32 Hauts-de-France	360,8	59	14	-54,7%	0,0	91,5	21,3
11 Ile-de-France	133,2	11	4	59,9%	0,0	8,8	14,2
28 Normandie	134,4	39	10	-12,3%	0,0	16,0	38,9
75 Nouvelle-Aquitaine	279,7	46	12	26,1%	0,0	33,0	29,9
76 Occitanie	644,7	108	25	0,9%	0,0	38,7	27,3
52 Pays de la Loire	97,5	25	7	35,2%	0,0	19,1	37,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	133,9	26	7	-13,2%	0,0	31,5	80,7
01 Guadeloupe	96,1	240	33	-2,7%	0,0	33,8	2,2
04 La Réunion	179,6	208	30	25,4%	0,0	69,2	3,2
F^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	2 601,0	49	12	-10,8%	0,0	471,4	333,3
France métropolitaine hors Corse	2 734,2	42	11	-8,9%	0,0	480,2	347,5
Outre-mer hors 02 et 03	275,7	218	31	14,0%	0,0	103,0	5,5
Total	3 009,9	45	12	-7,2%	0,0	583,2	353,0
94 Corse	361,0	1074	34	0,9%	107,5	193,5	34,1
02 Martinique	272,8	714	30	-2,4%	146,1	40,5	8,1
03 Guyane	129,2	475	33	-39,7%	49,2	12,6	6,4

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Part des dotations et participations dans les recettes de fonctionnement.

T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2018	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	303,9	37	27	7,2%	760,5	94	68	7,4%	53,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	150,0	52	31	11,1%	330,0	114	67	27,7%	10,9
53 Bretagne	191,5	56	37	0,4%	304,8	90	59	-0,7%	19,4
24 Centre-Val de Loire	89,3	34	24	-10,9%	288,6	109	76	-5,1%	0,9
44 Grand Est	220,7	39	23	35,8%	706,5	125	75	49,3%	18,8
32 Hauts-de-France	199,5	33	21	4,9%	660,9	108	71	14,4%	73,0
11 Ile-de-France	649,7	53	34	14,7%	1 224,0	100	64	-4,2%	36,3
28 Normandie	107,4	31	14	10,3%	615,4	180	81	62,2%	39,9
75 Nouvelle-Aquitaine	317,7	52	35	9,3%	552,0	91	60	-3,4%	47,4
76 Occitanie	409,1	69	33	-3,6%	795,2	134	64	12,6%	32,5
52 Pays de la Loire	89,5	23	15	-6,1%	505,1	132	82	4,2%	22,7
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	178,0	35	33	-16,2%	335,0	66	61	-12,3%	34,5
01 Guadeloupe	131,8	329	59	64,9%	91,4	228	41	14,5%	1,5
04 La Réunion	388,6	450	74	-11,0%	123,0	143	23	32,2%	17,0
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 256,6	42	27	3,4%	5 854,1	110	69	13,6%	353,8
France métropolitaine hors Corse	2 906,3	44	28	5,7%	7 078,1	108	68	10,1%	390,1
Outre-mer hors 02 et 03	520,5	412	69	0,8%	214,4	170	28	24,0%	18,5
Total	3 426,8	51	31	4,9%	7 292,5	109	66	10,4%	408,5
94 Corse	163,1	485	51	-0,4%	149,4	445	47	0,0%	7,5
02 Martinique	80,1	209	42	2,4%	96,7	253	51	-2,8%	12,8
03 Guyane	54,7	201	67	-36,2%	20,4	75	25	94,4%	6,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature

[Retour sommaire](#)

Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)					Autres (2)
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	dont FCTVA	dont DRES	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	239,3	30	-5,4%	50,0	56,5	14,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	131,8	45	21,9%	17,5	31,4	6,4
53 Bretagne	83,8	25	1,4%	14,9	21,0	14,1
24 Centre-Val de Loire	96,2	36	10,3%	12,9	22,8	32,7
44 Grand Est	355,0	63	89,6%	29,7	64,1	3,8
32 Hauts-de-France	313,0	51	18,1%	35,7	93,6	56,8
11 Ile-de-France	611,2	50	-4,5%	95,0	86,1	55,7
28 Normandie	292,7	86	59,9%	16,2	32,5	22,7
75 Nouvelle-Aquitaine	120,5	20	-5,0%	33,0	47,1	34,8
76 Occitanie	384,9	65	17,7%	60,5	39,9	40,9
52 Pays de la Loire	221,3	58	6,2%	18,0	23,1	32,2
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	103,4	20	-7,3%	32,0	31,5	9,4
01 Guadeloupe	135,1	338	14,7%	9,0	27,9	1,4
04 La Réunion	221,0	256	-6,8%	46,0	46,9	3,9
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 342,0	44	20,7%	320,3	463,4	268,5
France métropolitaine hors Corse	2 953,2	45	14,5%	415,3	549,5	324,3
Outre-mer hors 02 et 03	356,1	282	0,4%	55,0	74,8	5,3
Total	3 309,3	50	12,8%	470,3	624,2	329,5
94 Corse	88,1	262	3,6%	22,4	0,0	4,5
02 Martinique	123,5	323	9,4%	18,5	26,3	1,0
03 Guyane	69,5	256	-27,5%	5,0	10,6	3,2

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement M€	Reversement M€	Prélèvement M€	Reversement M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	42,2	9,0	0,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	35,4	0,0	12,0
53 Bretagne	0,0	27,6	0,0	2,1
24 Centre-Val de Loire	0,0	24,1	0,0	5,4
44 Grand Est	0,0	46,3	0,0	18,5
32 Hauts-de-France	0,0	119,6	0,0	33,7
11 Ile-de-France	674,8	0,0	110,2	0,0
28 Normandie	0,0	81,2	0,0	19,0
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	75,5	0,0	6,7
76 Occitanie	0,0	124,8	0,0	16,5
52 Pays de la Loire	0,0	15,9	0,0	0,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	67,2	0,0	3,0
01 Guadeloupe	0,0	4,2	0,0	2,2
04 La Réunion	0,0	2,9	0,0	4,8
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	659,9	9,0	116,9
France métropolitaine hors Corse	674,8	659,9	119,2	116,9
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	7,1	0,0	7,0
Total	674,8	667,0	119,2	123,9
94 Corse	0,0	13,1	1,0	0,0
02 Martinique	0,0	6,6	0,0	2,3
03 Guyane	0,0	6,4	0,0	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 5).

T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urba- nisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2019	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et versements de fiscalité (5)	2019	dont TICPE 2ème part (6)			Total	Evolution / 2018	Total
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 093,4	1 230,9	33,2	1 665,4	0,0	67,0	0,0	2 825,8	4,5%	67,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	405,5	373,9	47,4	672,8	0,0	33,2	0,0	1 111,5	1,4%	33,2
53 Bretagne	381,3	374,3	29,7	683,5	36,2	0,0	0,0	1 064,8	1,2%	36,2
24 Centre-Val de Loire	337,1	340,0	29,5	612,0	30,4	0,0	0,0	949,1	0,5%	30,4
44 Grand Est	703,5	707,6	64,8	1 325,2	54,5	0,0	0,0	2 028,7	32,1%	54,5
32 Hauts-de-France	880,2	726,8	153,3	1 387,3	53,7	0,0	0,0	2 267,5	26,7%	53,7
11 Ile-de-France	952,7	1 740,7	-785,0	2 509,3	0,0	64,0	142,8	3 668,8	1,7%	64,0
28 Normandie	489,0	419,0	100,3	719,0	0,0	37,0	0,0	1 245,0	0,6%	37,0
75 Nouvelle-Aquitaine	766,8	709,9	82,1	1 354,5	68,1	0,0	0,0	2 121,3	2,8%	68,1
76 Occitanie	784,6	721,2	141,3	1 126,5	0,0	60,6	0,0	1 971,6	2,4%	60,6
52 Pays de la Loire	479,2	518,1	15,9	725,4	0,0	43,4	0,0	1 247,9	4,1%	43,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	610,1	648,5	70,2	1 047,9	50,3	0,0	0,0	1 658,0	0,8%	50,3
01 Guadeloupe	30,1	27,5	6,5	164,5	0,0	0,0	0,0	194,6	4,6%	0,0
04 La Réunion	65,7	58,0	7,7	358,2	0,0	0,0	0,0	423,9	-2,1%	0,0
F^{ce} métropolitaine h. ÎdF et Corse	6 930,7	6 770,2	767,7	11 319,5	293,2	241,1	0,0	18 491,2	7,6%	534,3
France métropolitaine hors Corse	7 883,3	8 510,9	-17,3	13 828,8	293,2	305,1	142,8	22 160,1	6,5%	598,3
Outre-mer hors 02 et 03	95,8	85,5	14,2	522,7	0,0	0,0	0,0	618,5	-0,1%	0,0
Total	7 979,1	8 596,4	-3,1	14 351,5	293,2	305,1	142,8	22 778,6	6,3%	598,3
94 Corse	123,9	103,9	12,1	556,9	0,0	0,0	0,0	680,9	6,2%	0,0
02 Martinique	138,7	116,9	8,9	498,5	0,0	0,0	0,0	637,2	1,5%	0,0
03 Guyane	85,7	60,0	6,4	173,4	0,0	0,0	0,0	259,1	-15,6%	0,0

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223 et 7383).

(5) Solde des prélèvements et versements de fiscalité : voir méthodologie (partie 5).

(6) Compte 7383.

T09 - Emprunts et endettement

[Retour sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dettes au 01/01/2019			Annuité de la dette (3)		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	176,5	22	4,7%	438,3	54	10,4%	2 298,7	284	-2,1%	220,0	27	3,8%
27 Bourgogne-Franche-Comté	50,5	17	3,1%	223,5	77	25,4%	583,6	201	-2,6%	57,7	20	0,3%
53 Bretagne	51,9	15	9,5%	237,6	70	2,0%	1 107,6	325	11,5%	61,5	18	8,6%
24 Centre-Val de Loire	90,0	34	35,0%	133,2	50	-9,0%	788,0	298	5,1%	102,6	39	29,6%
44 Grand Est	187,5	33	0,6%	391,1	69	14,0%	2 303,6	406	-0,8%	230,6	41	-0,8%
32 Hauts-de-France	181,2	30	3,4%	425,3	70	11,3%	2 974,2	487	-2,6%	237,8	39	1,5%
11 Ile-de-France	346,3	28	60,7%	709,3	58	42,8%	5 630,5	459	-0,5%	473,8	39	38,0%
28 Normandie	50,8	15	7,7%	261,6	76	65,2%	457,6	134	6,9%	61,1	18	5,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	127,7	21	-4,0%	523,3	86	-10,6%	2 122,9	348	0,4%	166,5	27	-4,5%
76 Occitanie	101,4	17	18,3%	525,9	88	-3,5%	1 927,5	324	9,1%	136,8	23	17,4%
52 Pays de la Loire	155,0	40	-15,3%	264,9	69	-15,9%	1 687,5	440	7,0%	183,8	48	-15,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	123,7	24	5,5%	228,1	45	-11,1%	2 649,4	519	0,4%	181,7	36	3,8%
01 Guadeloupe	21,4	53	-10,7%	50,0	125	-	319,6	799	12,7%	28,3	71	-8,0%
04 La Réunion	41,5	48	5,4%	225,2	261	4,3%	1 199,1	1390	22,2%	63,3	73	12,8%
F^{ce} métropolitaine h. ÎdF et Corse	1 296,3	24	2,9%	3 652,8	69	3,2%	18 900,4	355	1,7%	1 640,1	31	1,7%
France métropolitaine hors Corse	1 642,5	25	11,4%	4 362,1	67	8,1%	24 531,0	375	1,2%	2 113,9	32	8,1%
Outre-mer hors 02 et 03	62,9	50	-0,7%	275,2	218	27,5%	1 518,7	1202	20,1%	91,7	73	5,4%
Total	1 705,4	26	10,9%	4 637,4	69	9,1%	26 049,6	390	2,1%	2 205,6	33	8,0%
94 Corse	34,0	101	-1,4%	93,3	278	-20,1%	775,4	2308	-4,2%	56,4	168	-10,3%
02 Martinique	39,5	103	3,0%	50,0	131	-16,7%	592,0	1549	4,1%	52,0	136	1,4%
03 Guyane	16,4	60	4,7%	0,0	0	-	159,6	587	3,8%	19,6	72	4,0%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	Evolution / 2018 M€	M€	2019 M€	2019 €/h
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2 296,2	2 956,4	660,2	81	57,6	602,6	74	71,6	176,5	426,1	53
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 033,0	1 223,1	190,1	66	10,3	179,7	62	17,2	50,5	129,2	45
53 Bretagne	936,9	1 188,4	251,5	74	13,4	238,1	70	7,2	51,9	186,2	55
24 Centre-Val de Loire	981,2	1 201,6	220,4	83	13,8	206,6	78	4,2	90,0	116,6	44
44 Grand Est	1 912,6	2 358,1	445,5	79	61,8	383,7	68	73,8	187,5	196,1	35
32 Hauts-de-France	2 263,7	2 649,6	385,9	63	66,5	319,4	52	9,0	181,2	138,2	23
11 Ile-de-France	2 596,8	3 609,4	1 012,6	83	130,7	882,0	72	110,1	346,3	535,7	44
28 Normandie	1 143,1	1 381,3	238,2	70	10,4	227,7	67	11,6	50,8	176,9	52
75 Nouvelle-Aquitaine	2 012,8	2 430,9	418,1	69	50,3	367,8	60	90,9	127,7	240,1	39
76 Occitanie	2 159,4	2 583,1	423,7	71	36,0	387,7	65	32,9	101,4	286,2	48
52 Pays de la Loire	1 053,2	1 339,5	286,3	75	32,3	254,0	66	29,6	155,0	99,0	26
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 437,3	1 872,6	435,3	85	95,4	340,0	67	41,0	123,7	216,3	42
01 Guadeloupe	226,0	293,0	67,0	167	7,5	59,5	149	-5,5	21,4	38,1	95
04 La Réunion	460,9	606,7	145,8	169	24,6	121,2	141	-7,3	41,5	79,8	92
F^{ce} métropolitaine h. îdF et Corse	17 229,2	21 184,5	3 955,2	74	447,9	3 507,3	66	388,9	1 296,3	2 211,0	42
France métropolitaine hors Corse	19 826,0	24 793,8	4 967,9	76	578,6	4 389,3	67	499,0	1 642,5	2 746,7	42
Outre-mer hors 02 et 03	686,8	899,7	212,9	169	32,1	180,8	143	-12,8	62,9	117,9	93
Total	20 512,8	25 693,5	5 180,7	78	610,7	4 570,0	68	486,2	1 705,4	2 864,6	43
94 Corse	877,1	1 076,0	198,9	592	23,2	175,6	523	28,9	34,0	141,6	421
02 Martinique	850,6	918,1	67,5	177	12,6	54,9	144	2,5	39,5	15,4	40
03 Guyane	371,8	394,7	23,0	84	3,3	19,7	72	5,0	16,4	3,3	12

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Indicateurs				
	(1) %	(2) Années	(3) %	(4) %	(5) %
84 Auvergne-Rhône-Alpes	77,8%	3,8	7,4%	33,3%	144,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	47,7%	3,2	4,7%	30,4%	149,0%
53 Bretagne	93,2%	4,7	5,2%	24,4%	124,1%
24 Centre-Val de Loire	65,6%	3,8	8,5%	46,5%	149,2%
44 Grand Est	97,7%	6,0	9,8%	51,8%	177,2%
32 Hauts-de-France	112,3%	9,3	9,0%	61,6%	213,2%
11 Ile-de-France	156,0%	6,4	13,1%	46,8%	109,2%
28 Normandie	33,1%	2,0	4,4%	25,7%	243,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	87,3%	5,8	6,9%	39,8%	164,7%
76 Occitanie	74,6%	5,0	5,3%	32,3%	128,5%
52 Pays de la Loire	126,0%	6,6	13,7%	64,2%	295,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	141,5%	7,8	9,7%	41,7%	128,2%
01 Guadeloupe	109,1%	5,4	9,7%	42,3%	37,9%
04 La Réunion	197,6%	9,9	10,4%	43,4%	58,0%
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	89,2%	5,4	7,7%	41,5%	161,9%
France métropolitaine hors Corse	98,9%	5,6	8,5%	42,6%	150,1%
Outre-mer hors 02 et 03	168,8%	8,4	10,2%	43,1%	52,9%
Total	101,4%	5,7	8,6%	42,6%	135,3%
94 Corse	72,1%	4,4	5,2%	28,4%	57,2%
02 Martinique	64,5%	10,8	5,7%	77,0%	62,4%
03 Guyane	40,4%	8,1	5,0%	85,4%	0,0%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2019).

*(1) Dette au 1er janvier / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).**(2) Dette au 1er janvier / Epargne brute (capacité de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).**(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.**(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.**(5) Produit des emprunts / Immobilisations.*

T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,4	5,8	22,2	19,1	2,7	0,2	0,5	1,1	1,1	40,5	4,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,7	6,9	22,2	17,8	2,4	0,1	0,6	2,4	0,8	40,9	5,3
53 Bretagne	1,5	9,8	28,0	18,5	3,4	0,0	0,7	0,6	1,0	29,4	7,2
24 Centre-Val de Loire	1,4	7,0	26,5	15,4	2,9	0,0	1,0	5,6	0,7	35,3	4,0
44 Grand Est	2,8	7,2	25,0	18,4	3,0	0,0	0,3	1,9	0,7	36,9	3,7
32 Hauts-de-France	3,2	9,8	21,8	16,8	4,5	0,2	1,3	1,8	0,4	36,1	4,2
11 Ile-de-France	5,0	7,4	28,1	22,3	2,4	0,4	0,8	1,4	0,9	28,2	3,0
28 Normandie	0,9	8,8	26,6	20,2	5,8	0,0	0,6	1,4	0,7	29,8	5,1
75 Nouvelle-Aquitaine	2,1	9,4	26,4	17,6	4,0	0,1	0,6	2,9	0,8	31,1	4,9
76 Occitanie	1,6	8,4	21,2	14,0	2,4	0,2	0,7	18,0	0,6	29,2	3,7
52 Pays de la Loire	3,1	8,1	29,2	17,8	2,6	0,5	0,1	0,5	0,6	34,6	3,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,7	11,6	23,4	16,3	3,3	0,3	0,9	0,3	1,0	32,0	4,2
01 Guadeloupe	3,8	28,9	18,3	15,8	4,5	0,2	0,8	3,3	2,2	18,8	3,4
04 La Réunion	5,1	20,1	21,0	18,6	4,9	0,5	0,7	0,0	4,5	18,4	6,2
F ^{ce} métropolitaine h. îdF et Corse	2,5	8,4	24,2	17,4	3,4	0,2	0,7	3,8	0,8	34,4	4,4
France métropolitaine hors Corse	2,9	8,3	24,7	18,0	3,2	0,2	0,7	3,5	0,8	33,5	4,2
Outre-mer hors 02 et 03	4,7	22,9	20,1	17,7	4,8	0,4	0,7	1,1	3,8	18,5	5,3
Total	2,9	8,8	24,6	18,0	3,3	0,2	0,7	3,4	0,9	33,0	4,2
94 Corse	2,6	28,1	3,8	5,0	2,4	21,4	1,2	0,1	4,2	27,8	3,4
02 Martinique	1,5	20,1	6,4	7,9	2,8	46,8	0,4	1,7	1,0	9,3	2,0
03 Guyane	0,9	29,7	3,8	14,3	4,3	27,5	1,1	2,1	0,8	13,2	2,6

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2019).

T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	1,9	2,2	32,2	3,1	1,0	12,7	4,0	3,2	21,8	17,8
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	3,0	2,9	28,1	2,4	0,4	10,6	10,1	2,9	28,1	11,5
53 Bretagne	0,0	5,2	4,5	25,2	2,7	0,0	8,9	5,6	1,4	32,4	14,1
24 Centre-Val de Loire	0,0	1,4	4,4	23,0	2,8	0,0	21,3	13,4	1,7	16,9	15,1
44 Grand Est	0,0	1,0	3,0	26,0	2,4	0,1	8,6	24,7	2,7	16,5	15,0
32 Hauts-de-France	0,0	1,3	3,2	19,4	9,4	0,4	10,4	16,8	1,2	27,9	9,9
11 Ile-de-France	1,2	1,6	1,0	33,0	4,7	1,3	11,6	0,5	6,0	31,5	7,6
28 Normandie	0,0	1,3	1,8	13,4	1,9	0,4	4,6	4,2	1,2	58,8	12,4
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	2,5	5,1	31,7	3,6	0,4	12,9	8,2	3,4	11,6	20,8
76 Occitanie	0,0	2,0	2,2	25,0	4,5	0,1	6,6	16,5	4,7	17,6	20,7
52 Pays de la Loire	0,0	1,4	3,5	18,0	4,3	0,3	7,3	23,4	4,6	17,3	20,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	4,0	2,5	28,2	2,3	0,4	12,2	8,8	1,2	25,0	15,5
01 Guadeloupe	0,0	3,1	4,1	13,3	6,1	0,2	14,6	12,2	13,0	17,2	16,2
04 La Réunion	0,0	2,3	2,1	11,4	4,5	0,0	6,0	0,0	3,9	60,8	9,0
F ^{ce} métropolitaine h. îdF et Corse	0,0	2,1	3,1	24,9	3,8	0,4	10,0	12,6	2,8	24,2	16,2
France métropolitaine hors Corse	0,2	2,0	2,7	26,4	4,0	0,5	10,3	10,4	3,4	25,5	14,6
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	2,5	2,7	11,9	5,0	0,1	8,5	3,6	6,6	47,8	11,2
Total	0,2	2,0	2,7	25,4	4,1	0,5	10,2	9,9	3,6	27,0	14,4
94 Corse	1,8	8,6	0,2	7,1	5,6	0,4	20,2	3,4	11,5	31,2	9,8
02 Martinique	6,6	3,9	0,2	16,5	2,5	2,2	9,4	25,2	9,1	12,2	12,2
03 Guyane	0,0	11,1	3,4	32,0	8,5	4,0	8,6	0,0	0,4	16,5	15,5

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2019).

T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	662,7	82	0,7%	534,5	66	-0,9%	128,3	16	8,0%
27 Bourgogne-Franche-Comté	290,6	100	2,6%	233,4	80	-3,3%	57,1	20	36,5%
53 Bretagne	133,9	39	-19,4%	112,3	33	-0,9%	21,6	6	-59,0%
24 Centre-Val de Loire	265,6	100	-9,0%	223,0	84	-3,5%	42,6	16	-30,0%
44 Grand Est	541,7	95	2,4%	463,0	82	3,2%	78,7	14	-2,1%
32 Hauts-de-France	528,4	86	8,2%	462,8	76	8,5%	65,7	11	6,3%
11 Ile-de-France	430,0	35	3,1%	0,0	0	-	430,0	35	3,1%
28 Normandie	465,8	136	116,2%	139,6	41	-1,0%	326,2	95	337,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	342,8	56	-5,7%	331,0	54	1,5%	11,9	2	-68,3%
76 Occitanie	395,5	67	26,6%	334,3	56	12,9%	61,2	10	271,7%
52 Pays de la Loire	202,9	53	0,4%	163,1	42	-1,9%	39,9	10	11,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	329,2	65	-3,6%	276,9	54	-6,0%	52,4	10	11,2%
01 Guadeloupe	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
04 La Réunion	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 159,3	78	8,0%	3 273,8	61	1,5%	885,5	17	41,0%
France métropolitaine hors Corse	4 589,3	70	7,5%	3 273,8	50	1,5%	1 315,5	20	25,9%
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
Total	4 589,3	69	7,5%	3 273,8	49	1,5%	1 315,5	20	25,9%
94 Corse	22,5	67	n.s.	22,5	67	-	0,0	0	-100,0%
02 Martinique	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
03 Guyane	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	695,7	86	2,0%	396,2	49	0,8%	299,5	37	3,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	307,6	106	3,5%	178,5	62	0,4%	129,0	44	8,0%
53 Bretagne	287,8	85	3,4%	169,1	50	1,1%	118,7	35	6,8%
24 Centre-Val de Loire	227,4	86	-4,9%	146,9	56	3,9%	80,5	30	-17,7%
44 Grand Est	505,1	89	3,0%	341,3	60	0,0%	163,8	29	10,0%
32 Hauts-de-France	503,5	82	-1,0%	353,9	58	-2,2%	149,6	24	2,0%
11 Ile-de-France	996,2	81	4,7%	540,8	44	0,6%	455,4	37	10,0%
28 Normandie	320,9	94	6,1%	229,6	67	1,0%	91,3	27	21,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	569,9	94	6,0%	337,5	55	3,1%	232,4	38	10,6%
76 Occitanie	600,8	101	-1,4%	304,2	51	5,1%	296,5	50	-7,4%
52 Pays de la Loire	273,7	71	-3,3%	176,9	46	1,8%	96,8	25	-11,3%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	391,0	77	-6,7%	249,6	49	-1,5%	141,5	28	-14,6%
01 Guadeloupe	63,9	160	35,5%	34,7	87	16,1%	29,2	73	68,9%
04 La Réunion	113,0	131	-5,4%	73,1	85	4,8%	39,9	46	-19,6%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 683,5	88	0,8%	2 883,8	54	1,1%	1 799,7	34	0,3%
France métropolitaine hors Corse	5 679,7	87	1,4%	3 424,5	52	1,0%	2 255,1	34	2,1%
Outre-mer hors 02 et 03	176,9	140	6,2%	107,8	85	8,2%	69,1	55	3,2%
Total	5 856,5	88	1,6%	3 532,3	53	1,2%	2 324,2	35	2,2%
94 Corse	18,7	56	9,1%	14,7	44	4,6%	4,1	12	29,3%
02 Martinique	28,7	75	-3,6%	11,0	29	1,5%	17,7	46	-6,5%
03 Guyane	41,9	154	-30,4%	23,4	86	13,2%	18,5	68	-53,3%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1) [Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	412,0	51	-5,2%	391,6	48	-6,0%	20,4	3	13,8%
27 Bourgogne-Franche-Comté	196,6	68	0,7%	186,7	64	1,4%	9,9	3	-11,9%
53 Bretagne	229,0	67	9,4%	206,1	61	2,4%	22,9	7	182,7%
24 Centre-Val de Loire	230,9	87	29,5%	216,0	82	28,4%	14,9	6	47,6%
44 Grand Est	415,3	73	20,1%	390,2	69	17,2%	25,1	4	93,9%
32 Hauts-de-France	416,7	68	-2,6%	388,1	64	-2,2%	28,6	5	-6,8%
11 Ile-de-France	576,7	47	2,8%	561,7	46	5,7%	15,0	1	-50,0%
28 Normandie	247,9	72	-12,7%	238,1	70	-12,4%	9,7	3	-19,8%
75 Nouvelle-Aquitaine	466,0	76	0,4%	428,6	70	3,3%	37,5	6	-23,9%
76 Occitanie	399,0	67	1,9%	380,3	64	3,3%	18,7	3	-19,8%
52 Pays de la Loire	291,7	76	9,0%	273,7	71	9,8%	18,0	5	-1,5%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	263,9	52	-13,1%	253,0	50	-7,2%	10,9	2	-64,8%
01 Guadeloupe	37,2	93	-12,2%	28,8	72	-19,6%	8,4	21	28,2%
04 La Réunion	110,2	128	53,0%	99,0	115	71,6%	11,2	13	-21,6%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 569,0	67	1,9%	3 352,4	63	2,3%	216,6	4	-3,7%
France métropolitaine hors Corse	4 145,7	63	2,0%	3 914,1	60	2,8%	231,6	4	-9,2%
Outre-mer hors 02 et 03	147,4	117	28,9%	127,8	101	36,7%	19,6	16	-6,0%
Total	4 293,1	64	2,8%	4 041,9	61	3,6%	251,2	4	-8,9%
94 Corse	29,5	88	20,4%	29,0	86	20,8%	0,5	1	0,0%
02 Martinique	53,4	140	-1,6%	53,0	139	1,7%	0,5	1	-79,3%
03 Guyane	12,0	44	11,4%	10,1	37	2,6%	1,8	7	111,6%

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

T13 - Les ratios financiers (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	290	152	135	365	38	284	0	14,3	85,6	10,4	77,8
27 Bourgogne-Franche-Comté	360	129	140	422	52	201	0	16,6	89,4	12,3	47,7
53 Bretagne	279	110	112	349	56	325	0	18,0	84,3	16,1	93,2
24 Centre-Val de Loire	376	128	127	454	34	298	0	13,5	90,3	7,4	65,6
44 Grand Est	348	125	124	416	40	406	0	15,7	91,7	9,7	97,7
32 Hauts-de-France	381	119	144	434	38	487	0	16,3	94,8	8,7	112,3
11 Ile-de-France	222	142	78	294	53	459	0	16,3	85,2	18,1	156,0
28 Normandie	337	122	143	404	32	134	0	18,9	87,2	7,8	33,1
75 Nouvelle-Aquitaine	339	117	126	399	52	348	0	17,4	90,1	13,1	87,3
76 Occitanie	369	121	132	435	69	324	0	14,5	88,9	15,8	74,6
52 Pays de la Loire	283	135	125	349	23	440	0	14,9	92,6	6,7	126,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	300	127	120	367	36	519	0	17,4	88,4	9,7	141,5
01 Guadeloupe	583	69	75	732	329	799	0	29,4	87,0	45,0	109,1
04 La Réunion	563	67	76	703	453	1390	0	31,9	86,9	64,4	197,6
F^{ce} métropolitaine h. ÎdF et Corse	332	127	130	398	43	355	0	16,0	89,6	10,9	89,2
France métropolitaine hors Corse	312	130	120	379	45	375	0	16,0	88,9	11,9	98,9
Outre-mer hors 02 et 03	569	68	76	712	414	1202	0	31,1	86,9	58,1	168,8
Total	316	129	120	385	52	390	0	16,5	88,9	13,5	101,4
94 Corse	2680	309	369	3202	485	2308	320	23,4	86,8	15,2	72,1
02 Martinique	2258	306	363	2401	209	1549	382	24,4	98,3	8,7	64,5
03 Guyane	1380	221	315	1452	220	587	181	39,6	99,2	15,1	40,4

Source : DGCL - DESL (budgets primitifs 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ; Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ; Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ; Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

T14 - Données démographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Population totale (1)	Population municipale (2)	Evolution (3)	Population âgée de moins de 20 ans (4)	Population âgée de 60 ans ou plus (4)	Population des communes de plus de 10000 h. (2)
			%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	8 104 357	7 916 889	0,7%	24,3%	25,8%	41,4%
27 Bourgogne-Franche-Comté	2 900 558	2 818 338	0,0%	22,7%	29,9%	26,6%
53 Bretagne	3 404 015	3 306 529	0,5%	23,3%	28,9%	32,1%
24 Centre-Val de Loire	2 645 792	2 577 866	0,2%	23,5%	29,2%	35,0%
94 Corse	335 995	330 455	1,0%	20,0%	30,0%	38,0%
44 Grand Est	5 674 357	5 555 186	0,1%	22,9%	26,9%	35,9%
32 Hauts-de-France	6 110 588	6 006 870	0,2%	25,7%	24,2%	43,0%
11 Ile-de-France	12 258 425	12 117 132	0,4%	25,6%	20,2%	84,5%
28 Normandie	3 420 995	3 335 929	0,1%	23,9%	28,2%	33,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	6 092 505	5 935 603	0,6%	21,7%	30,6%	34,3%
76 Occitanie	5 944 715	5 808 435	0,8%	22,4%	29,0%	39,3%
52 Pays de la Loire	3 838 856	3 737 632	0,7%	24,8%	26,9%	43,8%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 103 573	5 021 928	0,4%	22,4%	29,3%	71,0%
01 Guadeloupe	400 170	394 110	-0,5%	25,3%	26,2%	77,3%
02 Martinique	382 294	376 480	-0,8%	22,5%	28,9%	71,2%
03 Guyane	271 829	269 352	2,5%	41,3%	8,8%	83,6%
04 La Réunion	862 814	852 924	0,6%	30,7%	17,7%	94,7%
06 Mayotte	262 895	256 518	6,6%	53,8%	4,3%	81,2%
France métropolitaine	65 834 731	64 468 792	0,4%	23,8%	26,4%	49,0%
Outre-mer	2 180 002	2 149 384	1,0%	32,7%	18,2%	84,4%
France	68 014 733	66 618 176	0,5%	24,1%	26,1%	50,1%

Source : INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016 ; population municipale en 2019 - année de référence 2016 ; population municipale 2014 - année de référence 2011) ; estimation de population au 1er janvier, par département, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2019 - année de référence 2016.

(2) Population municipale en 2019 - année de référence 2016.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2014 - année de référence 2011 - et la population municipale 2019 - année de référence 2016.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2019, par région, sexe et âge quinquennal (données actualisées au 15 janvier 2019).

T15 - Données géographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes "rurales" (1)
	km ²	habitants/km ²		
84 Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	114	4 030	2 932
27 Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 704	3 344
53 Bretagne	27 208	122	1 208	864
24 Centre-Val de Loire	39 151	66	1 758	1 462
94 Corse	8 680	38	360	326
44 Grand Est	57 441	97	5 121	4 291
32 Hauts-de-France	31 806	189	3 789	2 896
11 Ile-de-France	12 012	1 009	1 268	629
28 Normandie	29 907	112	2 651	2 201
75 Nouvelle-Aquitaine	84 036	71	4 314	3 591
76 Occitanie	72 724	80	4 454	3 727
52 Pays de la Loire	32 082	117	1 238	929
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	160	946	563
01 Guadeloupe	1 628	242	32	4
02 Martinique	1 128	334	34	8
03 Guyane	83 534	3	22	12
04 La Réunion	2 504	341	24	2
06 Mayotte	374	685	17	2
France métropolitaine	543 941	119	34 841	27 755
Outre-mer	89 168	24	129	28
France	633 109	105	34 970	27 783

Source : INSEE (population municipale en 2019- année de référence 2016).

(1) Au sens de l'INSEE (communes n'appartenant pas à une unité urbaine).

T16 - Données économiques et sociales

[Retour sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€ / h	€ / emploi
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 715 599	7,5	250 120	31 639	75 057
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 271 663	7,5	73 942	26 218	68 297
53 Bretagne	1 482 020	7,2	91 910	27 838	69 237
24 Centre-Val de Loire	1 170 411	8,2	70 355	27 274	70 402
94 Corse	146 232	9,1	8 868	26 954	72 047
44 Grand Est	2 589 530	8,2	152 170	27 378	71 848
32 Hauts-de-France	2 704 335	10,8	156 922	26 095	71 672
11 Ile-de-France	6 097 148	7,6	668 823	55 227	107 760
28 Normandie	1 508 785	8,6	91 740	27 465	71 694
75 Nouvelle-Aquitaine	2 670 256	8,0	163 898	27 657	69 464
76 Occitanie	2 596 360	10,3	159 115	27 449	70 723
52 Pays de la Loire	1 731 990	7,2	109 767	29 424	70 963
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 207 484	10,1	154 879	30 864	75 545
01 Guadeloupe	176 095	22,4	8 417	21 201	67 136
02 Martinique	171 594	17,8	9 069	23 900	68 119
03 Guyane	103 048	22,4	4 175	15 853	74 505
04 La Réunion	393 703	22,8	17 997	21 090	63 966
06 Mayotte	73 100	35,1	2 035	8 661	45 415
France métropolitaine	29 891 813	8,4	2 152 508	33 409	80 124
Outre-mer	917 540	n.d.	41 692	19 591	65 074
France	30 809 353	9,4	2 194 200	32 967	79 773

Source : INSEE.

*(1) Recensement de la population de 2016 (exploitation principale), sauf Mayotte (enquête Emploi 2018).**(2) Métropole : taux de chômage localisés au premier trimestre 2019 ; DOM sauf Mayotte : enquête emploi DOM, taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017 ; Mayotte : enquête emploi, taux de chômage au deuxième trimestre 2018 ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2017 hors Mayotte.**(3) Comptes régionaux (données 2015 semi-définitives).*